



Photo par Anadolu Agency / Getty Images.

Rapport annuel 2020:
**Action coordonnée de la société
civile pour mieux faire face à la
COVID-19**



**CIVIL SOCIETY
PLATFORM**
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING



CIVIL SOCIETY
PLATFORM
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING

Rapport annuel 2020 :

**Action coordonnée de la société civile pour mieux
faire face à la COVID-19**

CONTENU

Préface	4
Résumé	5
Liste des acronymes et abréviations	7
1. À propos de la CSPPS	9
Qui nous sommes, ce que nous faisons, et notre stratégie	9
Pourquoi nous nous distinguons	10
Fonctionnement de la Plateforme	11
2. La CSPPS dans le monde en 2020	13
3. Introduction	14
4. Réseau	16
Réseautage en 2020	16
Conférence annuelle 2020 de la CSPPS	17
Gros plan: Réseautage de la CSPPS en 2020	18
Étude de cas d'un membre – Sierra Leone	19
5. Amplifier	23
Lutter contre la COVID-19, bâtir la paix	23
Étude de cas d'un membre - Cameroun	27
Étude de cas d'un membre - Yémen	30
6. Lobby	33
Lobbysme en 2020	33
Réponse coordonnée de la CSPPS pour soutenir l'action locale pendant la COVID-19	33
Déclaration conjointe de l'IDPS sur la sauvegarde de la paix pendant la pandémie de COVID-19	34
Étude de cas de membres - Global	35
7. Principales activités de sensibilisation de 2020	37
8. Aperçu du soutien au projet de la CSPPS en 2020	38
9. Perspectives stratégiques 2021	40

Vous pouvez trouver **les témoignages des membres** aux pages suivantes : 19-21, 27-29, 30-31, 35-36.

PRÉFACE

C'est avec grand plaisir que je vous souhaite la bienvenue au Rapport annuel 2020 de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS).

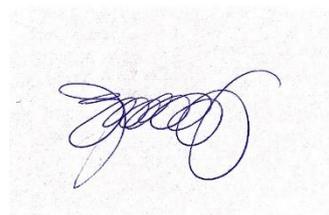
L'année 2020 a posé des défis sans précédent au-delà des attentes de la Plateforme. Les piliers fondamentaux de son travail de lobbying et de plaidoyer, pierres angulaires de nos efforts pour faire entendre la voix et la capacité de la société civile par une action coordonnée, ont été entièrement déplacés vers un format en ligne et virtuel. Le travail de nos équipes de pays sur le terrain a été affecté, les problèmes préexistants nouveaux et exacerbés ayant été mis en avant. Face à ces défis, l'aboutissement du travail acharné et des efforts continus de l'ensemble de la Plateforme a été rassemblé dans ce rapport, qui, nous l'espérons, sera en mesure de présenter leurs principaux apprentissages, expériences et réalisations. Dans la publication de ce rapport, nous remercions nos membres et partenaires pour leurs précieuses contributions, ainsi que pour leur travail acharné et leur résilience continus.

2020 a également marqué un moment spécial pour la CSPPS, car c'était la dernière année de la subvention opérationnelle de 2 ans accordée par la Commission européenne, EU/DEVCO. Le travail de la plateforme en 2020 a été rendu possible grâce au financement fourni par l'UE/DEVCO, qui a été d'un immense soutien pour traverser les mois turbulents de la pandémie et pour atteindre les jalons et les succès de la plateforme et de ses membres présentés dans ce rapport. Avec son aide, la CSPPS a été en mesure d'identifier de nouvelles façons de travailler à une époque de rétrécissement de l'espace civique, de

restrictions de voyage et d'insécurité accrue. Son soutien a permis à la CSPPS de répondre efficacement aux défis nouvellement identifiés auxquels sont confrontés ses membres et d'opter pour un engagement significatif de la société civile dans divers processus politiques, tels que l'ODD 16+.

L'année 2020 a mis encore plus en évidence l'importance des efforts de collaboration pour la réalisation de sociétés pacifiques, justes et inclusives. C'est dans cet esprit que la Plateforme reste attachée à notre mission principale de renforcer la voix et les capacités de la société civile dans les processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, et de travailler dans des partenariats polylatéraux en faveur de la prévention des crises et d'une paix et d'un développement véritablement durables à travers le monde. Nous tenons à exprimer à nouveau notre sincère gratitude et notre appréciation pour le généreux soutien reçu et pour la collaboration continue avec tous les partenaires de la CSPPS dans le cadre du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS) et au-delà.

Au nom de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État,



Peter van Sluijs

Coordonnateur du Secrétariat du CSPPS et
membre du Comité exécutif de la CSPPS

RÉSUMÉ

L'année 2020 a été une année charnière et sans précédent pour la CSPPS. Non seulement cela a marqué la fin de la subvention opérationnelle de 3 ans aimablement fournie par la DEVCO de l'UE, mais l'émergence de la pandémie mondiale de COVID-19 a forcé le travail de la plateforme presque entièrement en ligne et a vu l'émergence de nouvelles inégalités exacerbées et de menaces accrues pour la paix et la sécurité.

En tant que tel, au niveau de la Plateforme, une grande partie de 2020 a été consacrée au recalibrage et au recentrage de nos efforts vers la navigation dans une nouvelle façon de travailler, et à voir comment répondre aux nouveaux obstacles émergents menaçant le travail de la société civile. Cela a été fait dans une large mesure grâce à des consultations intensifiées avec nos membres, à la réalisation d'une série d'entretiens et à la rédaction d'articles, culminant dans notre rapport « Combattre la COVID-19, construire la paix – Ce que les artisans de la paix locaux disent de la COVID-19, de l'espace civique, de la fragilité et des facteurs de conflit ». Cela nécessitait également d'adopter des approches flexibles et novatrices de notre travail, en faisant passer notre travail de lobbies et de plaidoyer en dehors des réunions en face à face et des salles de conférence, et sur Teams, Zoom et Webex.

Au-delà de la recherche de nouvelles façons de mener les travaux de la CSPPS, le financement fourni par la subvention UE/DEVCO a également été alloué à plusieurs projets de réponse à la COVID-19 dans nos pays membres. Au total, la Plateforme a soutenu la mise en œuvre de 12 projets dans 11 de nos pays membres, soutenant leur travail visant à faire face aux divers impacts de la COVID-19 dans leurs contextes.

En tant que tel, l'accent de 2020 a été mis davantage sur la consolidation de notre réseau et sur la garantie que nos équipes de pays étaient en mesure de mener leurs activités de consolidation de la paix et de renforcement de l'État malgré les mesures restrictives liées à la COVID-19.

Afin de faire entendre la voix de la société civile, la Plateforme a dirigé, co-organisé et participé à des sessions clés, des tables rondes et des débats parallèles lors d'événements tels que la Commission de la condition de la femme (CSW), le Forum ODD16+, le Forum régional africain sur le développement durable, la Conférence de Rome sur l'ODD16, le Forum SIPRI sur la paix et le développement, et de nombreux autres événements cruciaux dans le domaine de la consolidation de la paix.

En outre, la CSPPS a initié une participation significative et inclusive de la société civile aux examens nationaux volontaires (VNR) en 2020 dans le cadre du suivi des travaux menés en 2019, ainsi que du processus menant au Forum politique de haut niveau (FPHN) de 2020. Le projet «Ready for Review», cofinancé par le ministère Français de l'Europe et des Affaires étrangères, a permis aux OSC nationales et locales, en particulier celles dirigées par des jeunes et des femmes, aux étapes de consultation et de validation du processus VNR dans des pays tels que le Burundi, la RCA, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la RDC, la Libye, la Sierra Leone et le Timor-Leste par le biais d'ateliers de sensibilisation et de renforcement des capacités, et de la publication de rapports d'actualité. En 2020, bon nombre de ces pays ont poursuivi leur travail à cet égard, en participant aux consultations régionales de leur pays sur le VNR.

L'année 2020 a culminé avec notre conférence annuelle de la CSPPS, qui, contrairement aux années précédentes, où les membres de la CSPPS se déplaçaient du monde entier pour se réunir et réfléchir à l'année écoulée, s'est tenue sur Zoom. Plus de 100 participants se sont joints à cet appel, avec des membres de nos équipes de pays CSPPS, des points focaux de notre réseau d'organisations

internationales et du Nord, des représentants de l'UE et d'autres partenaires et parties prenantes clés se joignant à la discussion.

Tout au long de ce rapport annuel, les membres de la Plateforme livrent des témoignages engageants sur le type de travail qu'ils font dans le contexte de la CSPPS et de l'IDPS. Sur la base d'exemples pratiques et d'initiatives, ces « cas d'expérience des membres » mettent en lumière la manière dont la mission de la Plateforme se concrétise dans les domaines local, national et international de la consolidation de la paix.

Enfin, la dernière section de ce rapport donne un aperçu de ce qui attend la CSPPS en 2021 et au-delà, comme l'engagement au Forum politique de [haut niveau de 2021](#), la participation au Partenariat stratégique [Just Future](#) et le plaidoyer continu pour l'inclusion de l'ODD 16+ dans la réponse mondiale à la COVID-19 afin de mieux avancer après la pandémie.

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

RCA	-	République centrafricaine
CAP	-	Civil Alliance for Peace
CG	-	Groupe restreint
CNOSC	-	Coalition des organisations de la société civile pour le New Deal
CSDEA	-	Développement durable et éducation en Afrique
CSP	-	Espace propice à la paix
CSW	-	Commission de la condition de la femme
Cordaid	-	Organisation catholique de secours et d'aide au développement
CS	-	Société civile
OSC	-	Organisation de la société civile
CSPPS	-	Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État
CT	-	(CSPPS) Équipe de pays
CAD	-	Comité d'aide au développement
DEVCO	-	DG Coopération internationale et développement de la Commission européenne
DIHR	-	Institut danois des droits de l'homme
RDC	-	République démocratique du Congo
CE	-	Comité exécutif (CSPPS)
UE	-	Union européenne
FCAS	-	États fragiles et touchés par des conflits
FOCUS	-	Voies de sortie de la fragilité par pays
FPO	-	(CSPPS) Organisation des points focaux
HE	-	Son Excellence
(S) VBV	-	Violence sexuelle et sexiste
GPPAC	-	Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés
g7+	-	Gouvernements de pays fragiles et touchés par des conflits
FPHN	-	Forum politique de haut niveau
IDPS	-	Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État
INCAF	-	Réseau international de l'OCDE sur les conflits et la fragilité
OING	-	Organisation non gouvernementale internationale
IPI	-	Institut international pour la paix
ND	-	New Deal pour l'engagement dans les États fragiles
ODDI	-	Organisation pour le Développement Durable et Intégrée de la Guinée
OCDE	-	Organisation de coopération et de développement économiques
PSG	-	Consolidation de la paix et édification de l'État
QUNO	-	Quaker Office des Nations Unies
ODD	-	Objectifs de développement durable
ODD16+	-	Objectif de développement durable 16+
SIPRI	-	Institut international de recherche sur la paix de Stockholm
SFCG	-	Recherche d'un terrain d'entente
TAP	-	Réseau pour la transparence, la responsabilisation et la participation
TWM	-	Mouvement des femmes Tamazight
TRUST	-	Principes TRUST : Engagement pour des résultats
ONU	-	Nations Unies
UNSCR 1325	-	Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies
PNUD	-	Programme des Nations Unies pour le développement
UNOY	-	United Network of Young Peacebuilders

VNR - Examen national volontaire
WASH - Eau, assainissement et hygiène
WASH-Net - Le réseau d'eau, d'assainissement et d'hygiène de la Sierra Leone
WFUNA - World Fédération des associations pour les Nations Unies
YPS - Jeunesse, paix et sécurité
YWBOD - Organisation de Jeunesse Sans Frontières pour le Développement

À PROPOS

QUI SOMMES-NOUS?

- **NOTRE IDENTITÉ:** La Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et la consolidation de l'État (CSPPS) est un réseau international dirigé par ses membres composé d'acteurs de la société civile, de praticiens, d'experts et d'universitaires des pays du Sud et du Nord qui travaillent ensemble sur la prévention des conflits et des crises, la consolidation de la paix et la consolidation de l'État dans plus de 27 États fragiles et touchés par des conflits (FCAS).
- **NOTRE VISION :** À la CSPPS, nous nous efforçons d'obtenir une collaboration internationale qui apporte une paix durable et un développement inclusif pour tous.

CE QUE NOUS FAISONS

- **NOTRE MISSION:** Notre mission est de renforcer la voix et la capacité de la société à s'engager efficacement et à influencer la consolidation de la paix et l'édification de l'État en tant que contribution essentielle à la prévention des crises et à la paix et au développement durables pour tous.
- **NOTRE THÉORIE DU CHANGEMENT:** Si nous façonnons et influençons les structures et les processus mondiaux et nationaux pour traiter les sources de conflits destructeurs et renforcer la résilience, alors les pays et leurs citoyens seront moins susceptibles de

recourir à des conflits violents parce qu'ils auront les moyens de gérer leurs griefs et de construire la qualité de leur vie.

▪ **NOS OBJECTIFS :**

- Renforcer et élargir l'engagement et l'inclusion de la société civile dans la consolidation de la paix, le renforcement de l'État et la prévention des crises.
- Influencer les politiques de prévention, de consolidation de la paix, de renforcement de l'État et de développement à tous les niveaux.
- Façonner et insuffler aux IDPS, aux ODD et aux processus humanitaires des valeurs de consolidation de la paix.

NOTRE STRATÉGIE

- **RÉSEAU:** Engagement direct, suivi et plaidoyer en faveur de la mise en œuvre et de la politique du New Deal conformément aux objectifs de consolidation de la paix et de l'édification de l'État, aux principes FOCUS et TRUST. Élargissement du réseau CSPPS en engageant de nouveaux partenaires potentiels de la société civile et en fournissant un soutien pour établir des points focaux dynamiques de la société civile et des équipes de pays dans les pays du G7+.
- **AMPLIFIER:** Consolidation et renforcement des coalitions de la société civile grâce au développement continu des capacités et à l'appui technique pour y parvenir. Financer des activités et des projets qui

répondent aux besoins critiques de la communauté diversifiée et dynamique de la Plateforme et assurer l'engagement de la société civile à tous les niveaux du processus IDPS et de l'Agenda 2030.

- **LOBBY:** Plaidoyer continu au niveau mondial des PDI pour le respect et la reconnaissance des valeurs et des principes de consolidation de la paix, notamment des processus inclusifs à tous les niveaux. Mettre l'accent sur les facteurs à la racine des conflits, de la fragilité et de la résilience dans l'élaboration d'évaluations et d'indicateurs de fragilité, ainsi que dans la conception et la mise en œuvre inclusives et intégrées des pactes du New Deal.

POURQUOI NOUS NOUS DISTINGUONS

- **FOCUS SUR LA SOCIÉTÉ CIVILE:** Au fil de ces dernières années, la consolidation de la paix et les initiatives de renforcement de l'État et les programmes ont de plus en plus donné soutien aux organisations de la société civile (OSC), faisant ainsi écho à la croissance l'importance de ces groupes dans la coopération au développement, ainsi que reconnaissant leur rôle dans les deux les arènes nationales et internationales. Ceci est une tendance particulièrement présente dans les sociétés passant de la guerre à la guerre des sociétés pacifiques, justes et inclusives que nous soutenons pleinement et dont nous en faisons partie.
- **RELIER LE SUD ET LE NORD :** la CSPPS est un réseau mondial d'organisations de la société, ainsi que des praticiens individuels, des experts et des universitaires des deux pays du Sud et les pays du Nord. Nous nous efforçons

de favoriser le dialogue continu, l'apprentissage conjoint et la fertilisation croisée entre les deux sphères sur les tendances émergentes et les clés les questions de politique.

- **PARTIE DE LA STRUCTURE UNIQUE DES PDI:** La CSPPS fait partie d'une structure plus vaste architecture appelée le Dialogue International sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS).

Ce qui est unique à propos du Dialogue international est sa structure tripartite qui rassemble autour de la table gouvernement les représentants des États fragiles, les donateurs internationaux et la société civile. Le Dialogue international fournit un espace formalisé à l'intérieur duquel le civil la société peut exprimer ses préoccupations sur les aspects cruciaux et les questions d'actualité du programme de consolidation de la paix.

- **AGIR SUR L'ODD 16+ TRAVAILLER AVEC LES PRINCIPES DU NEW DEAL :** La CSPPS aborde le Programme de développement durable à [l'horizon 2030 à travers le prisme de l'ODD 16+](#). Plus précisément, sur l'enracinement de l'ODD 16+ dans un contexte local grâce à des consultations significatives avec la société civile et les autorités pour déterminer les domaines d'action prioritaires, et la localisation de l'ODD 16+ avec les gouvernements pour catalyser un développement national plus inclusif, processus et programmation alignés avec les cibles de l'ODD 16+ et permettre des dialogues multipartite continus. Les [principes du New Deal](#) (Objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, FOCUS et

CONFIANCE)¹ guident les actions des membres de la CSPPS sur l'ODD 16+. Il convient de noter qu'un certain nombre de Ministères européens des Affaires étrangères ont fait référence aux principes du New Deal dans leurs lignes directrices nationales de politique (ex France.) ou incorporé les principes dans leur politique internationale d'aide au développement (ex Allemagne et Suisse).

FONCTIONNEMENT DE LA PLATEFORME

DANS LE CADRE DU DIALOGUE INTERNATIONAL

La Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS – ou « la Plateforme ») coordonne et soutient la participation de société civile au **Dialogue international sur Consolidation de la paix et renforcement de l'État (IDPS)**. L'IDPS est un partenariat inclusif qui facilite l'apprentissage conjoint, l'action mutuelle et la responsabilisation pour une inclusion et une efficacité de la consolidation de la paix entre donateurs, gouvernements fragiles et touchés par des conflits et société civile. Le Réseau international sur les conflits et Fragilité (INCAF) est un réseau des membres et principaux organismes multilatéraux de l'OCDE du Comité d'aide au développement (CAD) qui travaillent dans des zones fragiles et touchées par des conflits. Le g7+ est une association bénévole des pays qui sont, ou ont été, touchés par des conflits et sont en train de passer à la prochaine étape du développement.

Ce partenariat tripartite inclusif a négocié le New Deal pour l'engagement dans les pays fragiles. Le New Deal (ND) vise à mettre fin aux solutions fragmentaires en promouvant un

¹ Le New Deal pour l'engagement dans les États fragiles est un accord politique mondial historique. Par l'entremise de l'New Deal, partenaires de développement engagés à soutenir le développement mené et détenu à l'échelle nationale et une plus grande efficacité de l'aide dans les zones fragiles situations (les

cadre global pour une action cohérente afin d'aider les pays à sortir de la fragilité et du conflit. Au cœur du New Deal se trouve les Principes du New Deal (PSG, FOCUS et TRUST), qui guident les actions des trois circonscriptions de l'IDPS pour relever les défis et atteindre les objectifs liés à l'ODD 16+.

En 2019, le mandat de l'IDPS a été traduit par une stratégie révisée et recalibrée: l'IDPS Vision de paix 2019-21. La CSPPS a activement contribué à la finalisation de cette vision de la paix qui définit comment le partenariat et ses mandats doivent renforcer l'action collective sur les plans international, régional et local de consolidation de la paix.

STRUCTURE INTERNE

À sa base, notre réseau héberge des coalitions d'OSC dans les pays du G7+ et au-delà qui sont impactés par la fragilité, le conflit et la violence. Au niveau des pays, ces coalitions sont coordonnées par **une Organisation du point focal (FPO)**. Dans le cadre de la CSPPS, les FPO convoquent des coalitions locales de la société civile en **Équipes de pays (CT)** de la CSPPS, fournissent des analyses, mènent des travaux de plaidoyer, coordonnent les activités telles que le renforcement des capacités ou la sensibilisation des médias, dans leur pays d'origine et aident les acteurs de la société civile à participer à des réunions avec les parties prenantes gouvernementales et donatrices.

Le **Groupe restreint (CG)** est le principal forum des membres au sein de la CSPPS où l'engagement et le leadership dans les processus de consolidation de la paix sont discutés et décidés. Le CG est composé de représentants désignés des FPO, des membres de la CSPPS et d'experts internationaux. Fonctionnant comme un sous-ensemble des membres, le Comité **exécutif** élu (CE), assiste,

principes TRUST), et g7+ se sont engagés en faveur d'une planification inclusive processus, ancrés dans le contexte FOCUS. Les deux parties se sont engagées à poursuivre les cinq objectifs de consolidation de la paix et de consolidation de l'État (PSG) : politique légitime, justice, sécurité, revenus et services et fondements économiques.

entre autres, le Secrétariat dans la prise de décision quotidienne et fournit des orientations et des conseils sur les questions et les priorités de la Plateforme, ainsi que l'examen de l'utilisation du budget de la CSPPS.

Le **Secrétariat** facilite le fonctionnement du Groupe restreint et du Comité exécutif ainsi que la participation de la société civile lors des événements IDPS. En outre, elle génère et diffuse des informations sur les activités de nos membres.

Ensemble, le groupe restreint, le comité exécutif et le Secrétariat travaillent pour

amplifier la voix de la société civile (CS), afin de renforcer le réseau de CS travaillant sur la consolidation de la paix, et de veiller à ce que les OSC soient incluses et participent en tant qu'agents principaux de changement – plutôt que simplement en tant que destinataires ou évaluateurs – au sein de l'IDPS et des services liés à l'élaboration des politiques de consolidation de la paix. Notre objectif est de veiller à ce que la société civile soit largement représentée de manière significative dans les processus nationaux.

LA CSPPS DANS LE MONDE EN 2020

À la fin de 2020, la CSPPS avait consolidé sa présence dans 19 des 20 pays du g7+, soit sous la forme d'équipes de pays, d'organisations de points focaux ou de personnes de contact. Ces pays sont l'Afghanistan, le Burundi, la République centrafricaine, le Tchad, les Comores, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, São Tomé-et-Principe, la Sierra Leone, les Îles Salomon, la Somalie, le Soudan du Sud, le Timor-Leste, le Togo et le Yémen.

En outre, la CSPPS a consolidé son programme dans huit pays non membres du G7+ qui présentent des dimensions de fragilité similaires : Cameroun, Ghana, Libye, Népal, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Zimbabwe et Inde.

Enfin, la Plateforme comprend des membres des OING basés dans huit pays du Nord, à savoir l'Australie (Peacifica), la Belgique (SFCG), le Danemark (RIKO, Conductive Space for Peace), l'Allemagne (FriEnt et World Vision Intl), le Royaume-Uni (Integrity Action, Conciliation Resources, Saferworld, International Alert), les États-Unis (Alliance for Peacebuilding, CDA, International Budget Partnership, SFCG, Interpeace), la Suisse (Swisspeace) et les Pays-Bas (Cordaid, GPPAC, Oxfam Novib, UNOY, SEMA). À ce jour, l'ensemble des membres de la CSPPS compte plus de 800 organisations de la société civile sous sa structure.

19

Équipes de pays g7+
CSO

9

Équipes de pays et
contacts individuels
des OSC non-g7+

8

20 membres des
OING basés dans 8
pays partenaires

INTRODUCTION

En 2020, la CSPPS n'a cessé de consolider et de professionnaliser son réseau. Le soutien apporté par la direction générale de la coopération internationale de la Commission européenne et le développement (UE/DEVCO) lui a permis de se développer, créant une plus grande inclusion et une plus grande échelle pour atteindre les objectifs de la Plateforme. Ce rapport détaille les informations et l'analyse de la mise en œuvre des activités de la CSPPS en 2020, et sert de base pour les activités prévues pour 2021.

La crise du COVID-19 a généré un système complexe de mesures et de restrictions dans de nombreux pays, sinon tous, où la Plateforme est active. La pandémie de Covid-19 a des implications directes pour notre plan de travail 2020 et d'autres activités qui étaient prévues en relation avec les activités de soutien dans le pays. Ceci nous a incités à envisager d'autres options afin de poursuivre ce domaine de travail et de rassembler le réseau et nos membres. Le soutien de la Commission européenne a permis à la Plateforme de financer et de soutenir la mise en œuvre d'une série de projets en réponse à la COVID-19, répondant aux besoins les plus cruciaux identifiés par les membres dans le pays, tels que l'augmentation de la violence sexiste (VBV), l'accès à l'eau, à l'assainissement et à la santé (WASH), et la lutte contre la propagation de la désinformation.

Le soutien de la Commission européenne a également permis à la CSPPS de soutenir et d'étendre ses travaux, de veiller à ce que la société civile contribue de manière significative aux processus politiques nationaux et internationaux pertinents de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, à établir des partenariats avec l'UE à l'échelle mondiale et avec les délégations de l'UE dans les États fragiles pour stimuler la mise en œuvre des feuilles de route de l'UE pour l'engagement avec la société civile, et à assurer la liaison et à travailler avec les délégations de l'UE pour sauvegarder et consolider le rôle de la société civile dans la prévention des conflits et le maintien de la paix au niveau national. Nos activités ont été mises en œuvre de manière flexible, répondant à de nouveaux défis et opportunités au fur et à mesure qu'ils ont émergé, tout en s'efforçant de faire avancer nos plans et objectifs initiaux.

RÉSEAU

Coordination de l'action concertée de la société civile dans le contexte de la SPDI et des domaines politiques connexes

Au cours de l'année 2020, la CSPPS a poursuivi son travail pour atteindre son objectif de réseau. Cela touche au cœur de ce qu'est la Plateforme de diverses manières, de la rénovation des mécanismes internes à la possibilité pour les équipes nationales de mener des projets ciblés.

Ces activités disparates sont liées par notre engagement à renforcer les sociétés civiles aux niveaux national et international de deux manières. Premièrement, en améliorant les capacités et la coordination au niveau national par le biais de nos points focaux et de nos équipes nationales. Deuxièmement, en plaidant conjointement pour une approche inclusive et globale de la société en matière de consolidation de la paix dans les forums internationaux, de l'IDPS au Forum politique de haut niveau (FPHN).

Parmi nos principales activités dans le cadre de cette branche de notre travail, nous avons facilité 12 projets dans 11 pays visant à construire la paix en accord avec les principes de l'IDPS/New Deal et ODD16+, tous dans le contexte de la pandémie COVID-19, tout en renforçant les capacités, l'expérience et le pouvoir de rassemblement de nos équipes nationales. Nous avons permis à de nombreux points focaux nationaux et à leurs collègues de participer à des formations et à des débats internationaux, et nous avons servi de mécanisme d'échange d'expertise et de bonnes pratiques entre des activistes de la société civile de différents pays qui, autrement, travailleraient en parallèle plutôt que de concert.

Nous avons, en outre, établi une présence dans plusieurs nouveaux pays, à savoir au Cameroun, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Libye et Ouganda, et nous avons intensifié notre présence au Togo et au Yémen. Enfin, certains aspects de notre administration interne visant à améliorer la communication et la coordination au sein de la Plateforme ont également été réorganisés.

Nous avons, en outre, établi une présence dans plusieurs nouveaux pays, à savoir Le Cameroun, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Libye et l'Ouganda, et avons intensifié notre présence au Togo et au Yémen. Enfin, certains aspects de notre administration interne à la communication et la coordination au sein de la Plateforme ont également été améliorés.

Réseautage en 2020

Nous sommes fiers d'être une coalition non-gouvernementale Sud-Nord d'organisations de consolidation de la paix dirigée par nos membres. Notre Plateforme comprend des représentants du monde entier et s'engage auprès d'organisations de la société civile de base touchées par des manifestations de fragilité, de conflit et de violence, et de 8

organisations non-gouvernementales internationales (OING) basées dans les pays du Nord. En tant que première étape vers le développement et le renforcement de la voix et des capacités de nos partenaires locaux, l'objectif principal de la Plateforme est d'investir dans la consolidation et l'expansion de ses membres.

Les défis uniques et accrus posés par la pandémie de COVID-19 ont nécessité une

action concertée au niveau national pour répondre aux impacts directs et indirects du coronavirus, aboutissant à la mise en œuvre de 12 projets dans 11 pays par nos partenaires.

Ces projets visaient à construire la paix tout en atténuant simultanément la propagation et l'impact de la COVID-19 - conformément aux principes IDPS/New Deal, à l'ODD 16+ et aux trois domaines de la Vision de paix (cohésion nationale, égalité des sexes et promotion de la paix dans l'engagement du secteur privé). Ce faisant, les projets ont également permis d'améliorer les capacités, l'expérience et le pouvoir de rassemblement de nos équipes de pays.

Alors que le monde passait à un environnement de travail en ligne, nous avons permis à de nombreux points focaux nationaux et à leurs collègues de participer à des formations et à des débats internationaux (virtuels). Un pilier clé du travail de la CSPPS consiste à amplifier les capacités de la société civile à influencer les processus de consolidation de la paix à tous les niveaux, des gouvernements locaux aux formations internationales. Au cours de l'année 2020, nous avons cherché à intégrer cet objectif dans toutes nos activités, afin d'assurer que dans tout ce que nous faisons avec nos membres OSC, nous fournissons des outils, un savoir-faire et des points d'entrée pour renforcer leur capacité et garantir que la paix se construise sur une base inclusive. La CSPPS a renforcé son réseau et ses alliances stratégiques en consolidant ses partenariats par l'intermédiaire de la communauté mondiale ODD16+.

Au sein de nos activités de réseautage de 2020, il convient de souligner les douze projets que nous avons facilités dans onze pays et les subventions de soutien institutionnel que nous avons distribuées à treize équipes de pays, ainsi qu'un nouveau rapport complet sur les expériences vécues par les artisans de la paix locaux face à la COVID-19 et à ses conséquences. La CSPPS a également assuré la

participation significative de ses membres aux réunions organisées dans le cadre de l'IDPS. Ces discussions informelles au niveau national de l'IDPS organisées en réponse à la COVID-19 ont permis des dialogues entre les groupes entre les membres au niveau national.

Cette volonté de renforcer les relations et de faciliter l'apprentissage croisé entre nos membres et les parties prenantes a culminé avec la conférence annuelle de la CSPPS, qui s'est tenue virtuellement cette année et a porté sur le thème « COVID-19: Espace civique en crise - partenariat polylatéraux en temps de pandémie ».

[Conférence annuelle 2020 de la CSPPS - « COVID-19 : L'espace civique en crise - Partenariats polylatéraux en temps de pandémie »](#)

La conférence annuelle de 2020 visait à permettre une discussion, une réflexion et un partage des connaissances approfondis entre les représentants de l'UE, du G7+ et de l'INCAF (partenariat IDPS), ainsi qu'avec l'ensemble des membres de la CSPPS. La conférence a présenté d'éminents orateurs tels que Mme Marlene Holzner, chef de l'unité Société civile et fondations de l'UE/DEVCO; S.E. Abdul Habib Zadrán, sous-ministre des Finances de la République islamique d'Afghanistan et vice-présidente du G7+; et Mme Gwyneth Kutz, directrice générale, Paix et stabilisation d'Affaires mondiales Canada, représentant l'INCAF et le Canada en tant que coprésidente de l'IDPS, entre autres.

La conférence de deux jours a nourri de riches discussions qui ont abordé de nombreuses questions différentes concernant la menace de la COVID-19 pour les contextes de paix et de conflit, le multilatéralisme mondial, ainsi que le travail de consolidation de la paix et les progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD. Des représentants des organisations membres de la CSPPS ont rapporté des récits inspirants sur la façon dont ils avaient pu se faire une place dans la société civile dans leurs contextes respectifs et travailler avec le gouvernement, en utilisant

un plaidoyer fondé sur des preuves et en se faisant des partenaires pertinents, bien que la société civile continue clairement de faire face à des défis difficiles.

Cette réunion a illustré le pouvoir des partenariats polylatéraux dans la poursuite d'une reprise résiliente après la COVID-19 et

dans l'amélioration de la construction. En tant que Plateforme, la CSPPS voit un rôle à jouer dans la mise en œuvre et le suivi des travaux en cours dans différents cadres qui contribuent à harmoniser différentes approches, comme le Triple Nexus, et en général à faire progresser le potentiel et l'effet catalyseur des partenariats polylatéraux.



Gros plan : Réseautage de la CSPPS en 2020 – Quelques points principaux à retenir

- La CSPPS a assuré la participation significative de ses membres aux réunions organisées dans le cadre de l'IDPS, permettant des dialogues entre les groupes entre les membres au niveau national en réponse à la COVID-19.
- Nous avons assuré des interactions régulières entre nos membres EC et CG par le biais de réunions, de collaborations transfrontalières et d'ateliers concernant notre participation au réseau TAP.
- Tout au long de l'année 2020, le coordonnateur de la CSPPS a été coprésident du comité directeur du TAP (Transparency, Accountability, and Participation Network). TAP est une vaste coalition internationale d'organisations de la société civile qui travaillent ensemble pour faire progresser l'ODD 16+ et renforcer la responsabilité à l'horizon 2030. En rejoignant le comité directeur du réseau TAP, la CSPPS vise à soutenir les efforts visant à instaurer une plus grande interaction entre les membres individuels du réseau TAP et à rechercher de manière proactive de nouvelles coalitions stratégiques à construire aux niveaux régional et international, afin d'améliorer l'impact de l'influence politique et de catalyser de nouvelles idées de programmation innovantes.
- Le 14 juillet, le Secrétariat de la CSPPS a co-organisé l'événement parallèle "Accélérer l'action de l'ODD16+ pour restaurer le bien-être humain et reconstruire en mieux" au FPHN 2020. Au cours de cet événement, une déclaration conjointe de la CSPPS, du réseau TAP, de Pathfinders, de WFUNA et de Global Alliance a été lancée. Cette déclaration demande à la communauté internationale et aux dirigeants du monde entier d'accroître le soutien mondial à la paix, à la justice, à l'inclusion et aux institutions fortes au milieu de la pandémie, en renforçant l'engagement à mettre en œuvre les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 - avec l'ODD16 (paix, justice et institutions fortes) comme clé de voûte. Plus de 100 organisations de 42 pays ont approuvé cet appel à l'accélération de l'action, des investissements et des ressources pour faire de la paix, de la justice et de l'inclusion les fondements de la réinitialisation et du rétablissement après la pandémie de COVID-19. En tant que groupe mondial et diversifié, nous nous sommes réunis dans un esprit de solidarité afin d'offrir une Plateforme pour construire des sociétés plus pacifiques, plus justes et plus inclusives pour tous.



ÉTUDE DE CAS D'UN MEMBRE



Projet « Améliorer les stratégies communautaires pour réduire la propagation et les effets de la COVID-19 »

31 décembre 2020

Par Musa Ansumana Soko (WASH-Net), Sierra Leone

Description du projet

En 2020, le projet « Enhancing Community-Based Strategies to Roll Back the Spread and effects of COVID-19 » a été mis en œuvre dans trois régions de Sierra Leone. Mis en œuvre et facilité par WASH-Net, le projet a été mis en œuvre conjointement avec des membres clés de l'équipe de pays de la CSPPS en Sierra Leone ainsi qu'avec d'autres institutions qui répondent directement et qui ont une expérience claire de travail dans les domaines ciblés de la prévention des conflits, de l'éducation communautaire et des engagements des parties prenantes. Ce projet visait à promouvoir une vision claire, des priorités stratégiques et des politiques, ainsi que des recommandations pratiques pour approfondir la voix des citoyens, renforcer la sensibilisation à l'urgence COVID-19 et mettre en lumière les sensibilités critiques aux conflits affectant les efforts de réponse plus larges autour de la cohésion nationale, ainsi que les relations État-société. Se déroulant dans le contexte du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles, du Dialogue international pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État et des Objectifs de développement durable, le projet a été conçu sur la base de la création d'un lien entre la pandémie actuelle de COVID-19 et les ODD, principalement l'ODD 16+.

Témoignage

Le projet a été une occasion unique et audacieuse de renforcer la capacité de réponse locale du personnel de sécurité (forces armées de la République de Sierra Leone, police de Sierra Leone - Division de soutien opérationnel (OSD) et structures de sécurité respectives au niveau du district). Il a fourni les outils et les connaissances nécessaires à la mise en œuvre d'une application de la COVID-19 plus sensible aux conflits d'une part, et à l'approfondissement d'une dimension de prévention des conflits et de sécurité dans la réponse actuelle de la COVID-19 à partir d'une intervention dirigée par une OSC. Pour ce faire, il a sensibilisé le public aux questions clés, surveillé et suivi les sensibilités aux conflits et les a signalées en formulant des recommandations d'action concrètes. Le projet a renforcé l'engagement civil en veillant à ce que les communautés soient au cœur de la réponse, tout en utilisant les principaux résultats du suivi pour informer et façonner le plaidoyer des OSC nationales auprès du gouvernement. Cela a contribué à rendre la réponse des OSC dans le pays encore plus efficace, en partageant l'apprentissage qui émane de la mise en œuvre et des processus de réponse nationale

Le but du projet était de s'appuyer sur certaines des réalités les plus critiques qui n'ont pas été abordées dans la réponse du gouvernement et des autres partenaires, comme la sensibilité aux conflits, la gestion de la panique et l'amélioration de la coordination au niveau communautaire.

L'accent mis par le projet sur les populations vulnérables a soutenu la stratégie IDPS d'une part, tout en abordant l'approche cohérente de la CSPPS pour approfondir l'inclusion et les voix de la société civile pour une action renforcée au niveau national en réponse à COVID-19.

Alors que d'autres besoins sociaux essentiels étaient difficilement accessibles pour la majorité de la population, les besoins en matière de sécurité et de consolidation de la paix étaient des domaines que le projet a pu aborder de près, ce qui a permis de remédier à des impacts tout aussi dommageables. Pendant la pandémie, l'effet d'empilement des interruptions des interventions pacifiques et sensibles aux conflits aurait pu avoir des conséquences à long terme, en particulier pour les plus vulnérables, si la CSPPS n'avait pas répondu rapidement et apporté son soutien à l'équipe nationale de la Sierra Leone.

La pandémie représente une opportunité unique pour les OSC de faire avancer fortement le plaidoyer sur les politiques et les questions critiques de gouvernance, de fragilité et de consolidation de la paix, qui avaient reçu moins d'attention avant l'épidémie. Les interventions du projet ont amélioré et solidifié les relations entre la société civile et le gouvernement; dans les cas où le gouvernement n'avait pas concentré son énergie pour soutenir la réponse au COVID-19. Là, les OSC ont pu se mobiliser, fournir le bon ensemble de compétences, mettre en lumière les questions clés et exiger des engagements qui donnent la priorité aux personnes et à leurs communautés. Le renforcement des relations entre la société civile et le gouvernement s'est manifesté lors de la série inaugurale de dialogues OSC-gouvernement en octobre 2020, un forum auquel ont participé plus de 30 ministères, départements et agences du gouvernement et, surtout, qui a été officiellement lancé par le président et le vice-président de la Sierra Leone. Ce dialogue a permis aux OSC d'identifier les problèmes les plus critiques et de concevoir des questions très concrètes à poser au gouvernement pour obtenir des réponses.

«La priorité devrait être accordée au renforcement de la résilience, tout en s'attaquant aux principaux problèmes de fragilité et d'effondrement de la gouvernance et des relations entre l'État et la société. » "

Musa Ansumana Soko,
Point focal du la CSPPS
Sierra Leone



Un atelier sur la réponse sécuritaire à la COVID-19 sensible aux conflits, à Makeni, Sierra Leone. Crédit : WASH-Net Sierra Leone.

AMPLIFIER

Renforcer les capacités pour amplifier la voix de la société civile dans les contextes fragiles et touchés par les conflits

Dans 2020, le deuxième objectif stratégique de la CSPPS « Amplifier » a tourné autour de l'amplification des capacités des sociétés civiles à influencer les processus de consolidation de la paix à tous les niveaux, et à assurer une réponse sensible au conflit et le relèvement après la pandémie de COVID-19. Au cours de l'année 2020, l'essentiel de ce travail a consisté à amplifier les impacts de la COVID-19 sur le travail de la Plateforme et de ses membres, ce que nous avons fait par le biais d'une série d'entretiens et d'enquêtes consultatives auprès de nos membres. Ceci, combiné à la publication de notre déclaration conjointe et de notre rapport sur la COVID-19, a permis de faire entendre notre voix numérique à la communauté mondiale et d'amplifier les voix des membres de la société civile. Cet objectif met également en évidence les 12 projets que nous avons facilités dans 11 pays, qui visaient à répondre aux défis les plus urgents identifiés par nos équipes de pays.

Lutter contre la COVID-19, bâtir la paix – ce que les artisans de la paix locale disent sur le COVID-19, l'espace civique, la fragilité et les moteurs de conflit

Au cours de l'année 2020, la CSPPS a surveillé les effets de la COVID-19 sur la fragilité, la paix et les conflits, ainsi que l'inclusion de la société civile dans la réponse à la pandémie et ses effets secondaires. En réponse à une enquête approfondie menée auprès de nos membres, la CSPPS a soutenu la mise en œuvre de projets d'intervention et de relèvement liés à la COVID-19 au niveau local, qui ont simultanément mené à la consolidation de la paix et au renforcement des capacités à long terme. L'objectif de ces projets allait de la sensibilisation et de la communication adéquate concernant la COVID-19 à la facilitation de l'espace civique dans les processus politiques. Les 12 projets suivants ont été réalisés au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Cameroun, en Guinée, au Nigéria, au Togo, au Yémen, en Libye, en Somalie et en Sierra Leone:

- Au **Burundi**, le projet « Campagne spéciale pour arrêter la COVID-19 au Burundi » a été mis en œuvre. La campagne avait deux objectifs principaux : (1) diffuser l'information, l'éducation et la communication sur la

pandémie de COVID-19 ; à cette fin, le Réseau Femmes et Paix, soutenu par le ministère de la Santé, a fourni des agents expérimentés qui ont aidé à former les points focaux communautaires pour transmettre des informations précises sur la pandémie. (2) Renforcer la cohésion sociale et lutter contre la stigmatisation. Les points focaux ont adopté deux approches de ces questions ; informer les dirigeants communautaires à la fois de l'existence d'instruments juridiques nationaux relatifs à la violence sexiste et des structures mises en place pour la protection et le suivi médical, psychologique et économique des victimes.

- Le projet « Contribuer à la lutte contre la propagation du COVID-19 en République centrafricaine » a été mis en œuvre en **RCA**. Pour lutter contre la propagation de la pandémie et promouvoir la paix sociale, la Coalition nationale des organisations de la société civile pour le New Deal (CNOSC) s'est associée au gouvernement et à d'autres organisations nationales et internationales. Dirigées par des organisations membres ayant une expérience avérée dans ce type

d'interventions, plusieurs sessions de sensibilisation ont été organisées dans les zones d'intervention du projet. La sensibilisation a été sensibilisée par des messages de campagne adaptés aux spécificités de chaque zone et de sa population.

- En **République démocratique du Congo**, le projet «Atelier visant à renforcer les capacités des membres de l'équipe de pays sur le processus du New Deal en RDC» a été mis en œuvre. Cet atelier de trois jours a renforcé les capacités opérationnelles de 30 membres de l'équipe de pays de la RDC sur les principes du New Deal (ND) et sur l'inclusion du genre et des jeunes dans ce processus. L'atelier s'est concentré sur la collecte et le traitement efficaces des données liées au processus de ND, et sur l'importance de faire des relations état-société une priorité dans la mise en œuvre de la ND et de l'ODD 16+.
- Le projet «Dialogue national de la société civile sur la situation sécuritaire au Cameroun et mise en place de l'équipe pays» a été mis en œuvre au **Cameroun**. L'Association Rayons de Soleil a organisé une consultation nationale de la société civile sur l'impact des conflits et du COVID-19 sur les groupes vulnérables, avec la participation d'environ 100 organisations. La consultation s'est terminée par un atelier national réunissant 25 organisations de la société civile. Ce projet vise à identifier et à développer des stratégies pour renforcer la société civile dans le processus de paix et de sécurité au Cameroun, à vulgariser les textes importants relatifs à la paix (en particulier le New Deal, l'ODD 16+ et l'IDPS) parmi les organisations de la société civile, à identifier les organisations de la société civile engagées dans la consolidation de la

paix et à élaborer un plan d'action national de la société civile pour réaliser les priorités thématiques de la vision pour la paix dans le renforcement de la cohésion nationale.

- ODDI-GUINEE a développé et mis en œuvre un projet intitulé «Soutien à la coexistence pacifique et à la prévention du COVID-19 pour les ménages vulnérables dans les préfectures minières de Boké, Boffa, Téliélé et Fria» en **Guinée Conakry**, visant à prévenir la propagation de la pandémie dans ces préfectures. Ce projet est axé sur la sensibilisation des ménages atteints par les conflits domestiques liés au manque d'emploi et à l'impossibilité de faire face aux charges familiales. Des activités de sensibilisation et un soutien sous forme de kits de santé et de produits de première nécessité ont permis aux ménages de mieux comprendre le contexte de la pandémie.
- Deux projets ont été mis en œuvre au **Nigeria**. Le premier projet «Engagement multipartite pour mettre en œuvre les IDPS/New Deal/ODD au Nigéria (Partie 2)» a engagé des groupes de jeunes, des membres de la CSPPS, de la société civile, des responsables gouvernementaux nationaux et locaux, ainsi que des organisations internationales et des donateurs dans deux consultations régionales pour discuter du projet de Plan d'action national (PAN) sur la paix et la sécurité des jeunes (YPS). Il a facilité les contributions pour renforcer le projet de document, ce qui a conduit à un projet final qui a fait l'objet d'un exercice de validation à Abuja. Le deuxième projet national «COVID-19: Prévenir les conflits en doter les communautés nigérianes des bons messages et des bonnes mesures de prévention» a éduqué et sensibilisé

à la COVID-19 et aux liens avec la localisation de l'ODD 16+ à l'aide de talk-shows médiatiques (six stations de radio). Le projet a également publié des informations sur la prévention et les informations appropriées sur la COVID-19 et les liens avec l'ODD 16+ dans quatre journaux nationaux ciblant plus de 20 millions de Nigériens. Après le projet, des réunions en ligne avec les membres de CT ont été organisées pour réfléchir au projet et planifier un plaidoyer conjoint auprès du gouvernement nigérian afin de s'assurer que la société civile est engagée de manière holistique.

- Le « Projet d'appropriation des concepts du New Deal et des principes de la CSPPS par les organisations membres du CSPPS-TOGO » a été mis en œuvre au **Togo**. L'activité principale de ce projet était d'organiser un atelier pour permettre aux organisations membres de la CSPPS au Togo de s'approprier le concept du New Deal en accord avec le Comité de coordination CSPPS-Togo. L'atelier a ouvert la voie à de futures actions de l'équipe de pays, car elle a trouvé des alliés parmi les acteurs étatiques.
- Au **Yémen**, le projet « Yemen Peace Voice II » a permis à une coalition d'OSC (CAP) de faciliter et de mettre en œuvre des campagnes de plaidoyer pour influencer les acteurs locaux, nationaux et internationaux dans la mise en œuvre du Programme 2030, des ODD et de la Vision IDPS 2019-2021. Le projet a développé les capacités de l'APAC et de ses OSC membres en matière de plaidoyer, puis a élaboré des propositions de projet basées sur les données recueillies auprès de l'APAC et de ses membres. Il a contribué à sensibiliser les jeunes hommes et femmes, les membres de la communauté et les autorités locales à l'ODD 16+ à travers la campagne de

plaidoyer mise en œuvre par la PAC et ses membres à travers des débats et une couverture médiatique.

- En **Libye**, le projet « Coalition de la société civile pour soutenir l'examen national volontaire en Libye » a été mis en œuvre. Ce projet visait à assurer la participation inclusive des acteurs de la société civile à la mise en œuvre du Programme 2030 et du processus d'examen national volontaire. Il a assuré l'implication et la participation de 13 OSC dans la compréhension et la participation au processus de rédaction du VNR.
- Le projet « Renforcer la capacité du Secrétariat des contrats sociaux à amplifier efficacement les efforts des OSC somaliennes en matière de consolidation de la paix, de résolution des conflits et de renforcement de l'État conformément à l'ODD 16+ » a été mis en œuvre en **Somalie**. Le projet visait à renforcer l'engagement des OSC somaliennes locales dans les processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'État dans le but de reconstruire le contrat social en Somalie.
- Le projet « Améliorer les stratégies communautaires pour réduire la propagation et les effets de la COVID-19 » a été mis en œuvre dans trois régions de **La Sierra Leone**. Le projet s'est concentré sur la promotion d'une



Distribution de masques par l'équipe pays de la CSPPS en Sierra Leone. Crédit : WASH-Net Sierra Leone.

vision claire, de priorités et de politiques stratégiques, ainsi que de recommandations pratiques pour approfondir la voix des citoyens, renforcer la sensibilisation à l'urgence COVID-19 et mettre en lumière les

sensibilités critiques aux conflits affectant les efforts de réponse plus larges autour de la cohésion nationale.

ÉTUDE DE CAS D'UN MEMBRE



Document d'orientation « La violence (sexuelle) fondée sur le genre au Cameroun : une crise en cours »

29 juillet, By Fidèle Djebba (Rayons de Soleil), Cameroun

Description du document

En juillet 2020, un document d'orientation sur les violences basées sur le genre au Cameroun a été publié, à la lumière de la poursuite de la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, de l'ODD16+ et de la Vision de la paix 2019-21 de la SPDI. Le document de politique générale, intitulé "Violence (sexuelle) basée sur le genre au Cameroun : une crise qui se poursuit", a mis en lumière cette situation douloureuse et pourtant négligée. Le document a été produit par la CSPPS en partenariat avec son membre au Cameroun, l'Association Rayons de Soleil. Il exhorte la communauté internationale à soutenir de manière proactive et à s'engager dans le dialogue, et à explorer les moyens d'aider les organisations locales dans leur lutte contre la montée de la violence sexuelle et sexiste au Cameroun. Le document de politique générale souligne que les femmes et les filles du Cameroun ont besoin de l'engagement de la communauté internationale au sens large pour partager les meilleures pratiques, promouvoir le thème de la violence fondée sur le genre dans l'agenda politique mondial et fournir des fonds pour la mise en œuvre des politiques qui en découlent - ainsi que des politiques existantes.

Témoignage

Le Cameroun est confronté à d'énormes défis en matière de sécurité. Les conséquences de l'insurrection de Boko Haram depuis 2014 et de la crise anglophone en 2016 ont vu une violence croissante et la mort de milliers d'innocents. Bien que fortement touché, le Cameroun est peu médiatisé et ne retient pas l'attention de la communauté internationale. Pour la deuxième année, le Cameroun est en tête de liste des crises les plus négligées de la planète. L'inefficacité de la résolution des conflits, le silence des médias internationaux et le manque massif d'aide ont contribué à placer le pays en tête de liste.

Avec ce document d'orientation, l'objectif était d'accroître la sensibilisation à la crise croissante, d'exhorter les acteurs internationaux à inscrire le Cameroun à leur agenda et de contribuer à la sortie de crise. Il était également nécessaire d'attirer l'attention sur l'augmentation des violences sexuelles, et d'appeler à un intérêt particulier pour la condition des filles et des femmes. Comme c'est souvent le cas dans les conflits, la violence sexuelle est utilisée comme un outil de guerre, laissant les femmes et les filles vulnérables et sans soutien adéquat. En outre, le manque de volonté politique et sociétale pour mettre en œuvre les politiques existantes est une préoccupation majeure. En conséquence, peu de ressources sont mises à disposition pour la lutte contre la violence sexuelle.

Pour élaborer ce document, nous avons mené des consultations auprès d'organisations de femmes afin de recueillir leurs opinions sur les différents conflits, sur l'impact des conflits sur la vie des filles et des femmes, et de recueillir leurs recommandations pour les acteurs nationaux et internationaux. En plus d'appeler la communauté internationale à s'intéresser à la situation sécuritaire et aux violences sexuelles au Cameroun, le document note également les efforts déployés par le Cameroun dans la mise en œuvre de la RCSNU1325, notamment l'adoption d'un plan d'action national en 2017, réaffirme son engagement à améliorer la participation des femmes dans la prévention et la résolution des conflits, et les mesures nécessaires prises pour la protection des femmes et des filles avant, pendant et après les conflits. Enfin, le document est ressorti avec des recommandations fortes adressées aux différents acteurs, notamment la communauté internationale, les ONGI et les donateurs.

L'un des principaux enseignements de ce document d'orientation est qu'il est important que la communauté internationale soit consciente des conflits en cours. Pour cela, les acteurs de la société civile jouent un rôle important non seulement dans l'information et les dénonciations, mais aussi dans le plaidoyer pour demander à la communauté internationale d'aider les populations innocentes.

En tant qu'organisation, la collaboration avec le secrétariat de la CSPPS pour la rédaction de ce document nous a été bénéfique dans le sens où nous avons appris à rédiger un document de plaidoyer grâce à l'expertise de la CSPPS. Par exemple, nous préparons actuellement la Convention nationale des femmes pour la paix au Cameroun, et nous avons l'intention de produire un document de plaidoyer pour la création de centres de soutien psychosocial et de gestion des traumatismes dans les régions touchées par les conflits.

Grâce à ce document, nous avons constaté la nécessité de continuer à plaider pour l'assistance aux filles et aux femmes victimes de violence pendant les conflits, ce qui nous a permis d'organiser en mars dernier un atelier de formation pour les femmes bâtisseuses de paix sur le soutien psychosocial et la guérison des traumatismes. Comme prochaine étape, nous pensons qu'un débat pourrait être organisé en ligne avec certaines femmes leaders au Cameroun, ainsi qu'avec des femmes d'autres pays pour discuter des initiatives mises en place là-bas. Les donateurs potentiels peuvent y prendre part pour se rendre compte de la gravité de la situation et de l'urgence d'agir. Nous devons continuer à attirer l'attention des décideurs pour que la question des violences sexuelles pendant les conflits soit abordée.

Tant que les femmes restent exclues des processus, aucun progrès significatif ne peut être réalisé. Elles ne doivent pas être associées simplement comme bénéficiaires des actions, mais elles doivent être équipées pour pouvoir apporter leur contribution pour un retour durable à la paix dans les communautés.

« Tant que les femmes restent exclues des processus, aucun progrès significatif ne peut être réalisé. Ils ne doivent pas être associés simplement en tant que bénéficiaires des actions, mais ils doivent être équipés pour pouvoir apporter leur contribution à un retour durable à la paix dans les communautés. »

Fidèle Djebba,
Point focal de la CSPPS
Cameroun



Vous pouvez lire le document d'orientation «[Violences \(sexuelles\) basées sur le genre au Cameroun : une crise qui se déroule](#) » publié sur notre site Web. Vous pouvez en savoir plus sur la situation au Cameroun dans notre interview avec notre partenaire, l'Association Rayons de Soleil, [ici](#).

ÉTUDE DE CAS D'UN MEMBRE



Projet « Yemen Peace Voice II »

31 décembre 2020, Par Maged Sultan (YWBOD / CAP), Yémen

Description du projet

En 2020, le projet "Yemen Peace Voice II" a été mis en œuvre au Yémen. Ce projet a permis à une coalition d'OSC (le réseau Civil Alliance for Peace-CAP) de faciliter et de mettre en œuvre des campagnes de plaidoyer pour influencer les acteurs locaux, nationaux et internationaux afin de mettre en œuvre l'Agenda 2030, les ODD et la Vision 2019-2021 de l'IDPS. Le projet a renforcé les capacités de la CAP et de ses OSC membres en matière de plaidoyer, puis a élaboré des propositions de projet sur la base des données recueillies auprès de la CAP et de ses membres. Une proposition de campagne de plaidoyer a été élaborée et mise en œuvre par YWBOD, CAP et ses membres. Cette campagne de plaidoyer a été mise en œuvre dans 6 gouvernorats par les membres de CAP. Elle comprenait des activités de séminaires et d'ateliers sur l'ODD16+ pour sensibiliser le public à la manière de renforcer et de mettre en œuvre l'ODD16+, ainsi qu'un atelier de renforcement des capacités de trois jours sur les compétences de débat pour vingt jeunes hommes et femmes. Le projet a donc, en plus de renforcer le partenariat CSPPS-CAP, renforcé les capacités du CAP et de ses membres à jouer un rôle efficace dans la localisation de l'ODD16+, tout en contribuant à sensibiliser les jeunes hommes et femmes, les membres de la communauté et les autorités locales sur l'ODD16+.

Témoignage

Une guerre violente se déroule au Yémen depuis mars 2015. Elle dévaste la crise humanitaire déjà existante et prolongée, caractérisée par des années de pauvreté généralisée, de stagnation économique, de mauvaise gouvernance, de faiblesse de l'État de droit, de violations des droits de l'homme largement rapportées, d'analphabétisme féminin et d'instabilité permanente. En tant qu'OSC, Youth without Borders Organization for Development (YWBOD) a ressenti la responsabilité de jouer un rôle dans la réduction des impacts de la guerre et le renforcement du processus de paix aux niveaux national et local.

Conformément à l'Agenda 2030, aux ODD et à la vision 2019-2021 de l'IDPS, YWBOD a élaboré et mis en œuvre le projet "Yemen Peace Voice". Ce projet avait pour objectif général de permettre à une coalition d'OSC (l'Alliance civile pour la paix) de travailler sur le plaidoyer pour l'avancement de l'ODD16+.

Le projet a renforcé le partenariat CSPPS-CAP et a développé les capacités du CAP et de ses membres à jouer un rôle efficace dans la localisation de l'ODD16+. Il a permis de sensibiliser les jeunes hommes et femmes, les membres de la communauté et les autorités locales à l'ODD16+ par le biais d'une campagne de sensibilisation mise en œuvre par le CAP et ses membres. Des jeunes hommes et des jeunes femmes ont également participé à cette campagne de sensibilisation.

Une leçon centrale tirée du projet réside dans l'importance et l'efficacité du travail en tant que réseau ou consortium d'OSC, dans la façon dont il rend la voix collective des héritiers plus forte. En outre, un autre apprentissage clé a été l'impact du ciblage et de l'engagement des jeunes hommes et femmes qui pourraient exprimer leur plaidoyer de manière efficace et innovante. La CSPPS a été une véritable source d'appui dans la mise en œuvre du projet, non seulement en termes de financement, mais aussi dans le soutien technique fourni par le Secrétariat de la CSPPS.

L'un des principaux enseignements tirés du projet réside dans l'importance et l'efficacité du travail en réseau ou en consortium d'OSC, dans la mesure où il permet de faire entendre leur voix collective. En outre, un autre enseignement clé est l'impact du ciblage et de l'engagement des jeunes hommes et femmes qui peuvent exprimer leur plaidoyer de manière efficace et innovante. La CSPPS a été une véritable source de soutien dans la mise en œuvre du projet, non seulement en termes de financement, mais aussi grâce au soutien technique fourni par le secrétariat de la CSPPS.

« La voix peut être plus forte et plus efficace lorsque les OSC travaillent ensemble dans des réseaux ou des consortiums, et c'est ce que nous avons appris de la CSPPS. »

Maged Sultan,
Point focal de la CSPPS,
Yémen

Une étape clé dans le suivi de ce projet serait une collaboration plus poussée entre YWBOD, CAP, CSPPS et d'autres parties prenantes afin de planifier une campagne de plaidoyer plus large et plus efficace pour soutenir le cessez-le-feu et le processus de paix au Yémen. La voix peut être plus forte et plus efficace lorsque les OSC travaillent ensemble dans des réseaux ou des consortiums, et c'est ce que nous avons appris de la CSPPS".



Vous pouvez en savoir plus sur le travail de CAP et YWBOD dans l'interview de Maged 'Face à deuxFronts : COVID-19 au milieu de la guerre civile yéménite'. Vous pouvez regarder la vidéo produite par l'un des membres des OSC de l'CAP sur l'ODD16+ [ici](#).

LOBBY

Influencer les politiques visant à consolider l'inclusion de la société civile dans les dialogues à tous les niveaux

Le lobbying et la sensibilisation aux politiques constituent le troisième aspect essentiel du travail de la CSPPS. En plus de la mise en réseau, du renforcement des capacités et du soutien à l'apprentissage entre pairs, la CSPPS fournit également à ses membres de formidables Plateformes de lobbying et de plaidoyer, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du domaine politique de l'IDPS.

En effet, dans le contexte du dialogue international, la CSPPS est en contact régulier avec le G7+, l'INCAF et le secrétariat de la SPDI, qui l'invitent à des réunions, événements et conférences. La CSPPS s'engage avec ses partenaires de l'IDPS et soutient, lorsque cela est nécessaire, ses membres de la société civile à assister à des événements stratégiques clés afin de s'assurer que la voix et la perspective des OSC locales sont toujours entendues et représentées dans l'IDPS et les processus politiques connexes.

En dehors du domaine de l'IDPS, la CSPPS est souvent amenée à explorer et à favoriser de nouveaux partenariats avec des Plateformes de la société civile, des INGOS, des gouvernements et des partenaires techniques et financiers. Les membres des Plateformes sont souvent sollicités, encouragés et ont l'opportunité de participer et de s'engager dans des discussions pour influencer les arènes politiques par le biais d'un plaidoyer coordonné.

Lobbyisme en 2020

Au cours de l'année 2020, nous avons tiré parti de toutes les occasions à notre disposition pour plaider en faveur d'une consolidation de la paix plus inclusive, conformément aux principes du New Deal et à l'ODD 16+. Nous nous sommes engagés dans un large éventail de forums internationaux et de discussions, représentant les points de vue de nos membres et permettant la participation de représentants d'OSC de notre réseau. Nous nous sommes efforcés d'améliorer la participation, la présence et la visibilité de la CSPPS dans le contexte de l'IDPS par le biais d'une campagne visant à transformer l'IDPS en une structure de gouvernance tripartite et à veiller à ce que la CSPPS soit plus directement impliquée dans l'établissement de l'ordre du jour de l'IDPS. Un autre domaine d'activité principal a été, et continue d'être, notre encouragement actif des sociétés civiles à contribuer au VNR de leurs gouvernements

respectifs présenté lors du Forum politique annuel de haut niveau sur l'Agenda 2030. Grâce à ces activités de plaidoyer et à d'autres - comme l'organisation d'un événement parallèle au FPHN 2020 - nous avons veillé à ce qu'une approche inclusive pour parvenir à la paix et à la sécurité transnationales conserve et acquière encore l'adhésion des acteurs pertinents à tous les niveaux.

Réponse coordonnée de la CSPPS pour soutenir l'action locale pendant la COVID-19

Afin d'élaborer une réponse coordonnée à la CSPPS et de soutenir l'action locale, le Secrétariat de la CSPPS a créé, recueilli et analysé les commentaires de ses membres sur la situation des pays afin d'éclairer les actions de suivi contextualisées. L'objectif était de recueillir des informations auprès de l'ensemble des membres de la CSPPS sur la façon dont la pandémie recoupe les contextes

de conflit et les efforts de consolidation de la paix, s'il y a des leçons à tirer des situations de crise antérieures (par exemple, la crise Ebola), quelles sont les attentes des membres vis-à-vis de leurs gouvernements et des acteurs internationaux, ou comment prévenir les pires scénarios, avec une mention spécifique de la façon dont la crise COVID-19 a un impact différent sur les jeunes et les femmes.

Sur la base des réponses à cette enquête ainsi que d'entretiens axés sur les pays, nous avons développé une campagne coordonnée de sensibilisation COVID-19 de la CSPPS, mettant en évidence les situations spécifiques à chaque pays afin de faire entendre notre voix numérique auprès de la communauté mondiale et de partager les meilleures pratiques.

À la suite de ces réponses à une enquête approfondie, la CSPPS a publié la déclaration «Une réponse à la COVID-19 dans l'ensemble de la société et sensible aux conflits», attirant l'attention sur la situation difficile des plus vulnérables du monde. Plus important encore, la CSPPS a appelé à agir à tous les niveaux de la société, tant au niveau local que mondial, pour poursuivre les efforts de consolidation de la paix et de prévention des conflits à une époque d'insécurité mondiale accrue, soulignant la nécessité d'une approche commune et inclusive. La CSPPS visait à mettre en évidence les effets à long terme de la pandémie sur la fragilité de nos pays, car les problèmes liés au manque de cohésion nationale ou au respect de l'appel mondial au cessez-le-feu, à l'inégalité entre les sexes et au changement climatique affectent toujours nos membres beaucoup plus intensément, tout comme la COVID-19. Nos efforts en matière de plaidoyer

ont gagné beaucoup de terrain et ont contribué à assurer un financement direct dans certains cas ainsi qu'un large soutien politique.

Déclaration conjointe de l'IDPS sur la sauvegarde de la paix pendant la pandémie de COVID-19

Au sein de la structure tripartite de l'IDPS, la CSPPS a stimulé la publication d'une déclaration conjointe de l'IDPS appelant toutes les parties prenantes concernées (acteurs étatiques et non étatiques) du monde entier à respecter la devise du Programme 2030 : ne laisser personne de côté. S'appuyant sur notre expérience de l'épidémie d'Ebola, la CSPPS a reconnu l'importance d'une réponse holistique, intersectorielle et pangouvernementale, soutenue par des partenaires à travers le triple lien humanitaire - développement - paix, dans la lutte contre covid-19 non seulement dans les contextes fragiles et touchés par les conflits, mais aussi dans les pays du monde entier qui pourraient devenir plus enclins à la violence en raison de la pandémie en cours.



Distribution de masques par l'équipe pays de la CSPPS en Sierra Leone au commissariat de police de West End à Freetown. Crédit : WASH-Net Sierra Leone.

ÉTUDE DE CAS D'UN MEMBRE



« Combattre la COVID-19, construire la paix – Ce que les artisans de la paix locaux disent de la COVID-19, de l'espace civique, de la fragilité et des facteurs de conflit »

31 juillet 2020, Par Charlotte de Harder (Secrétariat de la CSPPS), Global

Description du rapport

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, la CSPPS est restée en contact étroit avec les membres de notre réseau pour en apprendre davantage sur leur situation, leurs activités, leurs défis et leurs réalisations. Le résultat est le rapport « Combattre la COVID-19, construire la paix – une perspective de lutte contre la COVID-19, l'espace civique, la fragilité et les moteurs de conflit ». Le rapport de la CSPPS est divisé en quatre sections. La première explore comment la pandémie a affecté la capacité de la société civile à fonctionner. Elle couvre à la fois des questions pratiques, comme l'impossibilité de visiter les communautés en personne, ainsi que la question de la réduction de l'espace civique. La deuxième section décrit et analyse comment les artisans de paix locaux considèrent la pandémie comme une occasion de violence et un moteur stimulant le conflit. La troisième traite du manque de coordination entre le gouvernement et la société civile, cette dernière restant exclue de l'élaboration de la plupart des stratégies, plans et mesures déployés contre la COVID-19. La dernière section donne un bref aperçu des types d'activités que les OSC ont entreprises au cours de cette période. Le rapport se termine par des réflexions et des recommandations pour aider nos partenaires et d'autres parties prenantes de la paix à s'attaquer aux problèmes identifiés dans le rapport.

Témoignage

Lorsque le monde est entré en confinement pour la première fois au début de 2020, nous, au Secrétariat de la CSPPS, avons rapidement réalisé que (1) la COVID-19 allait augmenter les situations désastreuses à travers le monde, en particulier dans les contextes fragiles et touchés par les conflits de nos membres et (2) que nous devons rapidement repenser la façon dont nous travaillons en tant que Plateforme dans nos efforts de lobbying et de plaidoyer, comme voyager à ces fins n'était plus une option. J'ai eu l'idée d'interviewer nos membres et de lancer une série d'articles sur les effets plus larges de la pandémie sur la paix et les conflits. Nous avons envoyé un premier sondage à nos membres afin d'identifier les dénominateurs communs ainsi que les problèmes spécifiques au contexte qui sont apparus ou intensifiés en raison de la COVID-19. De nombreux entretiens et articles individuels avec des membres ont été menés et publiés en conséquence, mais la nécessité d'un rapport global pour saisir l'effet général de la pandémie sur la fragilité demeurait. Un deuxième sondage a été envoyé, jouant sur ce que nous avons appris jusqu'à présent.

Grâce aux informations détaillées que nos membres nous ont fournies, "Fighting COVID-19, Building Peace" est devenu une ressource de plaidoyer précieuse, utilisée localement, régionalement et nationalement par nos membres, et par la Plateforme dans son ensemble au niveau de la politique internationale.

Le rapport a réussi à rassembler non seulement les façons dont la pandémie affectait (et affecte toujours) l'espace civique et la fragilité de la société civile et des conditions de vie et de travail de leurs communautés, mais aussi l'importance de la collaboration entre les OSC et le gouvernement pour une réponse bien informée et efficace au COVID-19 dans les environnements fragiles. Elle a signalé très tôt que cette pandémie n'affecte pas seulement la santé mondiale à ce moment précis, mais qu'elle peut causer des dommages à long terme aux facteurs essentiels du développement durable: une diminution de la cohésion nationale, des violations des droits de l'homme et une augmentation des cas de violence, en particulier à l'encontre des femmes et des jeunes, peuvent facilement faire reculer les nations du monde entier sur la voie de 2030. Et tout comme ce virus, la persistance des inégalités et de la fragilité dans un pays finira par se propager dans le monde entier.

En réponse au rapport, la CSPPS a réédité son appel à propositions annuel, cherchant à soutenir des projets qui travaillent avec et dans les circonstances et les conséquences de COVID-19, tout en continuant à localiser l'ODD16 avec des efforts soutenus de consolidation de la paix. La Plateforme a facilité les consultations virtuelles des VNR en Libye et a veillé à ce que les organisations de la société civile de tous les membres fassent entendre leur voix dans les forums internationaux tels que le FPHN 2020 de l'ONU, par le biais d'événements parallèles virtuels et de campagnes de lobbying et de plaidoyer telles que la campagne vidéo "Les voix de l'ODD+ : histoires pour une action globale".

Nous devons travailler conjointement, gouvernements, société civile et secteur public, aux niveaux national et international, afin de minimiser les conséquences de cette crise mondiale complexe et multiforme à laquelle nous sommes encore confrontés aujourd'hui. Nous devons travailler et minimiser les moteurs de conflit que le COVID-19 a apporté, tout en veillant à ce que les efforts vitaux de consolidation de la paix puissent être poursuivis et que la cohésion sociale et nationale puisse être garantie par un dialogue et une collaboration continue entre tous les niveaux et secteurs de la société. Malheureusement, la pandémie affecte encore aujourd'hui la paix et les conflits – la CSPPS travaille donc actuellement sur un rapport de suivi, répétant ce qui n'a toujours pas été entendu et accepté par les gouvernements du monde entier, mais qui doit certainement l'être, et soulignant les nouvelles questions qui sont apparues au premier plan, plus d'un an après cette crise mondiale parmi les crises.



Vous pouvez lire le rapport de la CSPPS «Combattre la pandémie de COVID-19, construire la paix» [ici](#). Les interviews qui ont alimenté la publication de ce rapport peuvent être lues plus en détail [ici](#).

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE SENSIBILISATION 2020

FÉVRIER

Atelier de l'Alliance mondiale/DIHR « Ways Forward on Monitoring SDG 16+ » à Copenhague - organisé par l'Alliance mondiale pour l'établissement de rapports sur les progrès réalisés dans des sociétés pacifiques, justes et inclusives et l'Institut danois des droits de l'homme.

MARS

Mise en place de l'immunité de pratique sur l'ODD 16+.

Webinar co-hébergé par le réseau TAP et le PNUD sur l'exploitation des VNR pour un suivi ciblé.

AVRIL

Lancement de la série d'articles du site Web « [Combattre la COVID-19, construire la paix](#) ».

Réunion de la communauté ODD16+ sur la réponse à la COVID-19 par la communauté ODD16+

Publication de la [Déclaration conjointe de l'IDPS sur la sauvegarde de la paix pendant la pandémie de COVID-19](#).

MAI

Atelier virtuel sur les examens nationaux volontaires sensibles à la fragilité et l'innovation post-VNR dans les contextes fragiles et touchés par les conflits : tirer parti du potentiel de consolidation de la paix.

Lancement de la campagne Voices of SDG16+ « [ODD 16+ et COVID-19 : Actions locales pour des solutions mondiales](#) ».

Organisation d'un événement parallèle au Forum politique de haut niveau des Nations Unies 2020 « [Accélérer l'action de l'ODD 16+ pour restaurer le bien-être humain et reconstruire en mieux](#) ».

JUILLET

Lancement de l'animation VNR « [Localiser l'ODD16+](#) ». Lancement du rapport de la CSPPS « [Combattre la COVID-19, construire la paix – une perspective de la société civile](#) ».

AOÛT

Atelier sur la planification du partenariat stratégique Just Future dans quatre pays membres de la CSPPS (Afghanistan, Burundi, RDC et Soudan du Sud).

Publication du [rapport annuel 2019 de la CSPPS](#).

OCTOBRE

Lancement de la série de webinaires « [Voix clés pour un changement durable : Façonner le programme pour la paix et la sécurité des femmes pour les 10 prochaines années](#) ».

La CSPPS a participé à la réunion « COVID-19 & Peacebuilding: Adaptation and Opportunities » co-organisée par QUNO et le Life & PeaceInstitut.

Création de la communauté voices of SDG16+ Alumni.

NOVEMBRE

Lancement du dialogue « Soutenir la consolidation de la paix locale en temps de crise : une approche du changement de la 'chaîne de valeur' », organisé par la CSPPS et le CSP.

DÉCEMBRE

Conférence annuelle de la CSPPS, tenue à distance en raison de la COVID-19, du 14 au 15 décembre.

Aperçu du soutien au projet de la CSPPS en 2020

Pays	Organisation	Objet
Sierra Leone	WASH-Net	Approfondir la voix des citoyens, renforcer la sensibilisation à la COVID-19 et mettre en lumière les sensibilités critiques aux conflits qui influent sur l'ensemble de la réponse les efforts autour de la cohésion nationale ainsi que des relations entre l'État et la société.
Burundi	Réseau Femmes et Paix	Diffusion des informations sur la pandémie et la violence sexiste.
RAC	Coalition nationale des organisations de la société civile pour le New Deal	Lutter contre la propagation de la pandémie et promouvoir la paix sociale.
République démocratique du Congo	Équipe de pays de la CSPPS en République démocratique du Congo	Inclusion du genre et des jeunes dans le processus du New Deal, l'importance de la relation État-société dans la mise en œuvre de la ND et de l'ODD 16+.
Cameroun	Association Rayons de Soleil	Consultation nationale de la société civile sur l'impact des conflits et de la COVID-19 sur les groupes vulnérables.
Guinée Conakry	ODDI-GUINEE	Prévention de la propagation de la pandémie.
Nigéria	CSDEA	Paix et sécurité des jeunes, soutien à la mise en œuvre de l'ODD 16 au Nigéria.
Nigéria	CSDEA	Localisation de l'ODD16+ à l'aide de la masse Médias, publication de la prévention et des informations appropriées sur la COVID-19 et les liens avec l'ODD 16+.
Togo	Floraison	Aider le membre CSPPS-Togo à s'approprier le concept du New Deal et les principes de la CSPPS.
Yémen	CAP	Faciliter et mettre en œuvre des campagnes de plaidoyer pour influencer les communautés locales, nationales et les acteurs internationaux pour mettre en œuvre le Programme 2030, les ODD et la vision IDPS 2019-2021.
Libye	TWM	Assurer une participation inclusive des acteurs de la société civile dans la mise en œuvre du Programme 2030 et du Programme volontaire Processus d'examen national.
Somalie	IIDA	Améliorer le niveau local Engagement des OSC somaliennes dans les processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'État dans le but de reconstruire le contrat social en Somalie.



2021 ET AU-
DELÀ

PERSPECTIVES STRATÉGIQUES 2021

En 2021, la capacité de la Plateforme à poursuivre son travail de facilitation de la contribution significative de la société civile aux processus politiques nationaux et internationaux pertinents sur la consolidation de la paix, la construction de l'État, la prévention des conflits et le maintien de la paix sera soutenue par une subvention opérationnelle d'un an de GIZ/BMZ. En plus de cette subvention, la CSPPS rejoindra également le partenariat Just Future Strategic, financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères, en tant que partenaire international de mise en réseau. L'une de ses activités clés à cet égard pour 2021 sera l'organisation et l'accueil de réunions mensuelles de mise en réseau Just Future, qui prévoient de réunir tous les partenaires du consortium et les parties prenantes pour partager leurs expériences et apprendre les uns des autres dans leurs efforts pour renforcer les organisations de la société civile afin de faire pression et de plaider pour la réalisation des Objectifs de développement durable d'ici 2030.

L'année 2021 étant la deuxième année touchée par la pandémie de COVID-19, une priorité essentielle du travail de la Plateforme sera centrée sur la poursuite du travail dans le contexte de la réponse et du rétablissement du COVID-19. Au cours de l'année 2020, comme le souligne ce rapport, la CSPPS a travaillé en collaboration avec ses partenaires et membres de la société civile pour soutenir la mise en œuvre de projets de réponse à la pandémie de COVID-19, publier une série d'articles et un rapport final sur les impacts de la pandémie de COVID-19 dans des contextes fragiles et affectés par des conflits et sur la manière dont les OSC locales s'efforcent de les combattre. En 2021, la CSPPS prévoit de poursuivre ce travail en partageant une autre enquête avec ses membres pour voir comment le COVID-19 affecte encore leurs contextes, dont les réponses alimenteront un deuxième rapport sur le COVID-19 et d'autres travaux de lobbying et de plaidoyer sur l'inclusion significative de la société civile dans la réponse globale au COVID-19.

Dans un premier temps, la CSPPS s'est engagée dans une nouvelle collaboration avec le Political Settlements Research Programme, situé à l'Université d'Edimbourg, sous la forme d'une série d'articles en ligne, afin de faire entendre la voix des acteurs locaux de la paix au quotidien et la manière dont ils continuent à gérer leur travail pendant la pandémie. Chaque article publié dans cette série se concentrera d'abord sur les acteurs de la consolidation de la paix en Syrie, après quoi un appel à contributions sera ouvert à l'ensemble des membres de la CSPPS et au-delà, afin de mettre en lumière et de présenter des histoires sur la façon dont les acteurs locaux travaillent à faire progresser la paix et la cohésion sociale dans leurs pays.

L'année 2021 est également une année charnière pour l'objectif 16 du développement durable, puisque l'édition de cette année du Forum politique de haut niveau des Nations unies comprendra un examen de cet objectif, évaluant les progrès réalisés et les mesures nécessaires pour aller plus loin. En tant que membre de la Communauté ODD16+, la CSPPS prévoit de travailler en étroite collaboration avec ses partenaires dans le cadre d'activités de lobbying et de plaidoyer au cours des mois précédant cet événement, et soumettra plusieurs propositions officielles d'événements parallèles afin de mettre la société civile sous les feux de la rampe et de présenter son travail pour faire avancer l'ODD16+. 2021 marque également la 10ème année de l'accord New Deal, et en tant que représentant de la société civile de l'IDPS, la CSPPS marquera cette occasion par un partenariat continu avec ses partenaires de l'INCAF et du g7+ pour accélérer l'action locale vers des sociétés plus pacifiques, justes et inclusives et soutenir des voies inclusives vers une plus grande résilience et stabilité.

En dehors de ces plans spécifiques et ciblés pour 2021, au cœur de nos activités, la Plateforme continuera à soutenir ses membres dans leur travail en faveur de la consolidation de la paix, du renforcement de l'État et du développement durable. Dans la mesure du possible, nous prévoyons également d'approfondir et d'élargir notre engagement dans les pays pour faire avancer l'Agenda 2030.

Au nom de tous les membres, nous tenons à remercier nos principaux partenaires pour leur soutien au travail de la CSPPS et pour leur partenariat avec nous dans notre voyage vers un avenir plus pacifique et plus résilient.



**CIVIL SOCIETY
PLATFORM**
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING

Cordaid, dans le cadre de son engagement à lutter contre la fragilité, héberge la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS). Le Secrétariat est géré et coordonné par Peter van Sluijs, stratège principal chez Cordaid. Veuillez trouver ci-joint les coordonnées pertinentes du Secrétariat et n'hésitez pas à nous contacter pour toute question que vous pourriez avoir.

info@cspps.org

c/o cordaid

Grote Marktstraat 45, 2511 BH

La Haye, Pays-Bas

Personnel du Secrétariat de la CSPPS

Peter van Sluijs
Stratège du Secrétariat de la
CSPPS

Peter.van.Sluijs@cordaid.org

Charlotte de Harder
Chargée de programme

Charlotte.deHarder@cordaid.org

Caitlin Masoliver
Chargée de programme

Caitlin.Masoliver@cordaid.org

Laura Marcucci
Stagiaire CSPPS

Laura.Marcucci@cordaid.org

Vera Amorim Araújo
Stagiaire CSPPS

vera.deamorimaraujo@cordaid.org

Site web

<https://www.cspps.org/>

Twitter

[@idps_cspps](https://twitter.com/idps_cspps)

Facebook

[@civilsocietyplatform](https://www.facebook.com/civilsocietyplatform)

Instagram

[@cspps_global](https://www.instagram.com/cspps_global)

LinkedIn

[@cspps](https://www.linkedin.com/company/cspps)